

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 6 AVRIL 2018

| Titulaires présents | | Excusés |
|--|--|-----------------------|
| ALZURI Emmanuel (jusqu'au rapport n°10) | KEHRIG COTTENÇON Chantal | BISAUTA Martine |
| BAUDRY Paul | LAFLAQUIERE Jean-Pierre | CACHENAUT Bernard |
| BONNAMY Eric | LESPADE Jean-Marc | CARASCO Olivier |
| CHARRON Martine (à partir du rapport n°3) | NEYS Philippe | CARPENTIER Vincent |
| ETCHEGARAY Jean-Pierre | NOUSBAUM Pierre-Marie | FOURNIER Jean-Louis |
| ETCHEGARAY Jean-René (jusqu'au rapport n°11) | OLIVE Claude | JUHEL Laurent |
| GONZALES Christian | PONS Yves | MENDIBURU Paul |
| HACALA Germaine | SALDUCCI Jean-Paul | MOTSCH Nathalie |
| HIRIART-URRUTY Argitxu | THEBAUD Marie-Ange | NARBAIS-JAUREGUY Eric |
| HOURCADE Robert | VEUNAC Jacques (jusqu'au rapport n°13) | |
| IBARLUCIA Michel (à partir du rapport n°2) | VEUNAC Michel (jusqu'au rapport n°10) | |

Suppléants présents mandatés par des titulaires

| Titulaires excusés | Suppléants désignés |
|-------------------------|---------------------|
| LASSERRE-DAVID Florence | GOURGUES Jean-Paul |

Procurations de titulaires excusés à des titulaires

| Titulaires excusés | Titulaires désignés |
|---|----------------------|
| ALZURI Emmanuel (à partir du rapport n°11) | OLIVE Claude |
| DAGORRET François | PONS Yves |
| DARRIBEROUGE Louis | LESPADE Jean-Marc |
| ETCHEGARAY Jean-René (à partir du rapport n°12) | NEYS Philippe |
| SOROSTE Michel (jusqu'au rapport n°11) | ETCHEGARAY Jean-René |
| VEUNAC Michel (à partir du rapport n°11) | BAUDRY Paul |

Secrétaire de Séance : Eric BONNAMY

OJ N°14 : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET DE TRAM'BUS - LEVEE DES RESERVES SUR LE PROJET.

Par délibération du 10 avril 2015, le Comité syndical a adopté le projet de Bus à Haut Niveau de Service (Tram'Bus) du Syndicat des Transports.

Par délibération du 18 novembre 2016, le Comité syndical a autorisé son Président à lancer la demande de procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) auprès de monsieur le préfet des Pyrénées-Atlantiques et à engager toutes les procédures en vue de l'obtention de la DUP du projet de Tram'bus. Cette DUP porte sur les deux lignes et relève du code de l'expropriation en vue de réaliser les acquisitions foncières pour mettre en œuvre le projet.

A cet effet, l'enquête parcellaire de la ligne 1 a été réalisée conjointement à celle de la DUP. L'enquête parcellaire de la ligne 2 sera réalisée en 2018.

A la demande de la Préfecture, une commission d'enquête composée de trois commissaires-enquêteurs a été désignée par le tribunal administratif de Pau.

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques a donc diligenté l'enquête publique qui s'est déroulée du 08 au 26 janvier 2018 inclus.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Cette enquête publique s'est déroulée selon les modalités suivantes :

- affichage réglementaire ;
- mise en place des registres au siège du Syndicat des mobilités et dans chaque commune concernée par le projet ;
- permanence de la commission d'enquête au Syndicat des mobilités et dans chaque commune concernée par le projet.

A l'issue de l'enquête publique, la commission d'enquête a rendu son rapport en vue de donner son avis sur le projet.

- **Avis rendu de la Commission d'enquête sur la procédure de Déclaration d'Utilité Publique :**

Avis favorable assorti de deux réserves

Du fait de réserves émises sur l'avis relatif à la DUP, le Syndicat des mobilités doit délibérer en vue de se prononcer sur la levée ou non desdites réserves.

En effet, lorsque la commission d'enquête émet des réserves, le bénéficiaire de la DUP doit décider par délibération s'il lève ces réserves et comment il compte les lever, ou s'il décide de passer outre. Si le bénéficiaire ne modifie pas son projet en fonction des réserves de la commission d'enquête, l'avis de celle-ci sera réputé défavorable. Il convient donc, au travers de la présente délibération de lever explicitement les réserves émises par la commission d'enquête.

1^{ère} réserve : Tunnel de Balichon : *La circulation exclusivement réservée aux piétons et au Tram'bus devra être réalisée de façon à ce que le trottoir soit à minima surélevé pour que les bus électriques ne puissent pas y empiéter. Par ailleurs une signalétique réglementaire devra être mise en place à chaque extrémité de cet ouvrage afin d'en interdire l'accès aux « deux roues ».*

En outre, il y aura lieu d'installer un éclairage diurne et nocturne sur toute la longueur du tunnel et de prescrire aux conducteurs des Tram'Bus d'annoncer leur entrée par l'usage de l'avertisseur sonore.

Réponse :

Les aménagements du tunnel de Balichon prévoient l'ensemble des équipements nécessaires à la signalétique visant à informer des accès restreints. Du fait de son étroitesse et de l'impossibilité de réaliser des trottoirs répondant aux normes, le tunnel sera interdit à toute circulation piétonne autre que celle nécessaire à son entretien et à l'exploitation du Tram'bus. La signalisation indiquant l'interdiction pour les deux roues sera aussi mise en œuvre selon les conditions prévues au code de la route.

En termes d'éclairage, le Syndicat des mobilités a missionné une entreprise en vue d'étudier et de mettre en œuvre l'illumination diurne et nocturne du tunnel. Ce point est donc pris en compte.

Enfin, il sera inscrit au règlement d'exploitation de Chronoplus l'obligation de prévenir avec l'avertisseur sonore lors de l'entrée d'un Tram'bus dans le tunnel. Il est important aussi de préciser qu'un Tram'bus ne pourra pas s'engager dans le tunnel tant qu'il n'aura pas le feu vert, la traversée étant en effet gérée par détection et signalisation tricolore.

2^{ème} réserve : Commune de Boucau : *Le SMPBA devra étudier puis réaliser des voies douces de circulation et des accès aux abords de la RD 810 selon le principe énoncé dans la délibération municipale de Boucau en date du 23 janvier 2018, de façon à ce que les travaux soient terminés fin 2019, comme prévu initialement dans le planning de réalisation des Tram'Bus 1 et 2.*

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Réponse :

Dans le cadre des études en cours de finalisation sur la ligne 2 du Tram'bus, un travail a été fait, collégialement avec la commune de Boucau, en vue de prévoir des aménagements visant à assurer les continuités piétonnes et cyclables. Cet élément est donc pris en compte dans le projet par la réalisation, sur la partie boucalaise, de cheminements piétons et cyclable du secteur de Matignon jusqu'au centre commercial de l'Océan. Ces aménagements s'inscrivent dans le cadre du planning pour une réalisation pour la fin 2019.

L'avis de la Commission d'enquête est aussi assorti de cinq recommandations (il est précisé au Comité syndical que celui-ci peut ne pas se prononcer sur les recommandations) :

1^{ère} recommandation : *Réaliser des parcs relais dont la capacité devra être a minima de 400 à 500 places afin de tenir les engagements au regard du report modal (englobant les automobilistes riverains des deux lignes). Ces réalisations pourraient faire l'objet d'études de faisabilité et de financement dans le cadre de projet pluriannuels à l'horizon des années 2020.*

Réponse:

Les parkings relais réalisés dans le cadre du projet de Tram'bus marquent le début de la mise en place d'une programmation pluriannuelle de parkings relais dont la stratégie et le financement devront être abordés dans le Plan de Déplacements Urbains en cours de révision. Ceux-ci doivent être envisagés (emplacement et taille) en cohérence avec les offres de mobilité (lignes de Tram'Bus, covoiturage, pôles d'échanges etc.).

2^{ème} recommandation : *Impact des travaux sur l'activité commerciale : Mettre en place d'une étroite coopération avec les experts de la CCI de Bayonne afin de finaliser un contrat annuel d'assistance selon un cahier des charges, qui reste à préciser, pour ne pas nuire au tissu économique local. Créer un comité de suivi pour évaluer les actions correctives inhérentes à ce genre de chantier.*

Réponse:

Il est important de préciser que la CCI est associée au projet sur son volet économique puisqu'elle est membre de la commission d'indemnisation des travaux du Tram'bus.

Toutefois, sur le fait que le Syndicat des mobilités contractualise une assistance annuelle selon un cahier des charges, le Syndicat des mobilités ne peut faire appel à une mission d'AMO en dehors du cadre d'une consultation de marché public avec mise en concurrence. De plus, le principe d'une assistance du Syndicat des mobilités par la CCI dans l'accompagnement quotidien des travaux est difficilement envisageable du fait qu'il ne peut justifier une mission d'accompagnement d'acteurs privés qui sort du champ de ses compétences.

3^{ème} recommandation : *aménagements publics et plan paysager : engager des études paysagères en lien avec les municipalités de Bayonne, Anglet et Biarritz (ligne 1) afin d'intégrer, au mieux, le Tram'bus notamment dans les zones de TCSP. Ces aménagements paysagers devraient être terminés fin 2019.*

Réponse :

Ce travail a été fait en commun avec chacune des villes concernées tout au long de la conception du projet. Cela concerne notamment le choix des matériaux, des mobiliers urbains, des essences végétales pour les espaces verts, de mobiliers de signalisation et d'éclairage ainsi que les revêtements de voirie. L'ensemble de ces aménagements paysagers est prévu dans le calendrier de réalisation des travaux pour 2019.

4^{ème} recommandation : *étudier sans attendre, le futur PDU intégrant le projet des deux lignes du Tram'bus en ayant la volonté d'ouvrir cette étude à une large périphérie de l'agglomération.*

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Réponse :

Le projet de Tram'bus, pour ses deux lignes, est déjà intégré au PDU qui a été adopté le 10 juillet 2015. Concernant le futur PDU, dont la révision est d'ores et déjà engagée suite à l'extension du ressort territorial du Syndicat des mobilités, il tient compte des deux lignes de Tram'bus et de leurs liaisons avec le périmètre élargi de l'agglomération.

5^{ème} recommandation : « *voie sans nom* » : lors de la réalisation de l'élargissement de cette voie, programmer une nouvelle appellation, son marquage au sol et sa signalétique, quant à son usage, en relation avec les commerçants, les riverains, les usagers et les administrations concernées.

Réponse :

C'est en effet ce que prévoit le projet actuel.

Avis rendu de la Commission d'enquête sur l'enquête parcellaire : Avis favorable sans être assorti de réserves.

Le Comité Syndical est donc invité à :

- prendre acte des deux réserves émises par la commission d'enquête ;
- lever les deux réserves émises par la commission d'enquête ;
- prendre connaissance des recommandations émises par la commission d'enquête et des réponses à y apporter comme précisé ci-dessus ;
- autoriser le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de lever les réserves et accomplir toutes les formalités entraînées et à signer tous actes et documents à intervenir ;
- autoriser le Président à prendre toutes les dispositions utiles à la mise en œuvre des mesures visant à la bonne exécution des solutions permettant de lever les réserves ;
- autoriser le Président à poursuivre la procédure en sollicitant la déclaration d'utilité publique de l'opération, mais également l'intervention de l'arrêté de cessibilité, la saisine du juge de l'expropriation et des ordonnances d'expropriation qui pourraient s'avérer nécessaires.

ADOpte A L'UNANIMITE

*Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.
Certifié exécutoire.*

*Transmis à la Sous-Préfecture
De Bayonne le ...1.1. AVR. 2018...
Affiché le1.1. AVR. 2018*

Le Président,

Claude OLIVE



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 11/04/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/04/2018

PAYS BASQUE-ADOUR

tél : 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99